



En partenariat
avec



Impact de l'arrêt des financements USAID sur les associations partenaires de Sidaction en Afrique francophone

03 avril 2024

Les impacts sur les associations partenaires de Sidaction ont été recensés à partir d'un formulaire transmis par Sidaction à ses partenaires le 18 mars 2025, après la dernière vague de courriers envoyés par USAID (principalement des "termination notices of award").

Le questionnaire a été transmis aux 15 associations (sur 29 partenaires) ayant indiqué début février recevoir des financements américains, suite à l'envoi d'un premier questionnaire. Cette note n'inclut donc pas les impacts indirects auprès des associations ne recevant pas de financements américains.

Les réponses au questionnaire ont été reçues entre le 19 mars et le 02 avril 2025.

Partenaires associatifs de Sidaction impactés par les suppressions de financements américains

	Nombre total	Dont partenaires de la CPP TREMPLINS 2 (AFD)
Partenaires associatifs de Sidaction en Afrique francophone¹	29	27²
Nombre de bénéficiaires accompagnés par ces associations en 2023		194,534 (41%H, 59%F)
Dont nombre total de PVVIH pris en charge en 2023		57,853 (41%H, 59%F)

¹ Associations de prise en charge, hors partenaires de recherche et Réseau Grandir Ensemble

² Partenaires totaux hors Mali

Associations partenaires qui bénéficiaient de subventions américaines début 2025	15	14
Nombre de bénéficiaires accompagnés par ces associations en 2023		130,807 (41%H, 59%F)
<i>Dont PVVIH</i>		46,417 (43%H, 57%F)
Dont associations partenaires qui bénéficiaient de subventions américaines sur le VIH³	14	13

Les 15 structures directement impactées fournissent des traitements et/ou des services de prise en charge médicale et/ou psycho-sociale à un total de 57,853 personnes vivant avec le VIH, dont 5,814 enfants (chiffres 2023). Elles employaient (en 2023) 1,351 salarié.es.

Quels financements américains pour les associations partenaires de Sidaction ?

Parmi les 29 associations de lutte contre le sida partenaires de Sidaction en Afrique de l'Ouest et du Centre, 15 associations (soit 52%) étaient récipiendaires de fonds américains (principalement PEPFAR/USAID mais également pour l'une d'entre elles PEPFAR/CDC)⁴. Toutes les associations ont reçu fin janvier une notification de gel des financements USAID. Elles ont depuis reçu de multiples communications contradictoires. La dernière vague de courriers début mars a mis fin à la plupart des projets financés, certains étant encore suspendus, d'autres maintenus sur une courte durée, parfois partiellement avec un degré élevé d'incertitude.

Ces 15 associations bénéficiaient de 1 à 4 subventions USAID, avec des montants annuels prévisionnels pour 2025 par subvention allant de 20 000 euros à 2,5 millions euros.

Le montant prévisionnel des financements USAID pour ces 15 associations était de **7,872,021€ pour l'année 2025**. La situation à fin mars est la suivante :

- Projets définitivement arrêtés (*termination notice* reçue) : 5,743,811€
- Projets toujours suspendus (pas d'information complémentaire reçue) : 1,732,204€
- Projets qui ont bénéficié d'une reprise jusqu'à fin mars et/ou de 45 jours (et donc majoritairement terminés) : 322,105€
- Un projet ayant bénéficié d'une reprise partielle mais qui reste incertaine : 73,901€

³ Une association au Niger bénéficiait de 3 subventions, interrompues, pour des projets SSR, nutrition et paludisme

⁴ Dans le cadre du projet Tremplins co-financé par l'AFD, ce sont 27 associations dont 51% sont récipiendaires de fonds US (les associations du Mali ne sont pas éligibles aux fonds AFD).

Une association bénéficie de subventions américaines via le CDC (et pas via USAID), pour un total de 742,782 euros. Aucune notification sur ces financements n'a été reçue en 2025 à ce jour.

Dans quelle mesure le budget des associations est-il affecté ?

En moyenne, les financements USAID représentaient 32,3% du budget des associations, avec une variation de 5% à 70%.

Quels impacts sur les ressources humaines des associations ?

Les projets USAID finançaient 567 salarié.es de ces associations à 100% et 207 salarié.es partiellement⁵, ainsi que les indemnités de 1,191 pair-éducateur.ices.

A fin mars, 258 salarié.es avaient été licencié.es et 187 licenciements supplémentaires étaient prévus. 97% des pair-éducateur.ices indemnisé.es sur financement USAID ne percevaient plus d'indemnités.

Quels impacts sur le fonctionnement des associations ?

13 sur 15 associations rapportent un impact immédiat sur leur capacité à couvrir leurs charges structurelles, notamment le loyer, les factures d'électricité et les coûts de communication. Certaines antennes ont dû fermer et déjà été fermées.

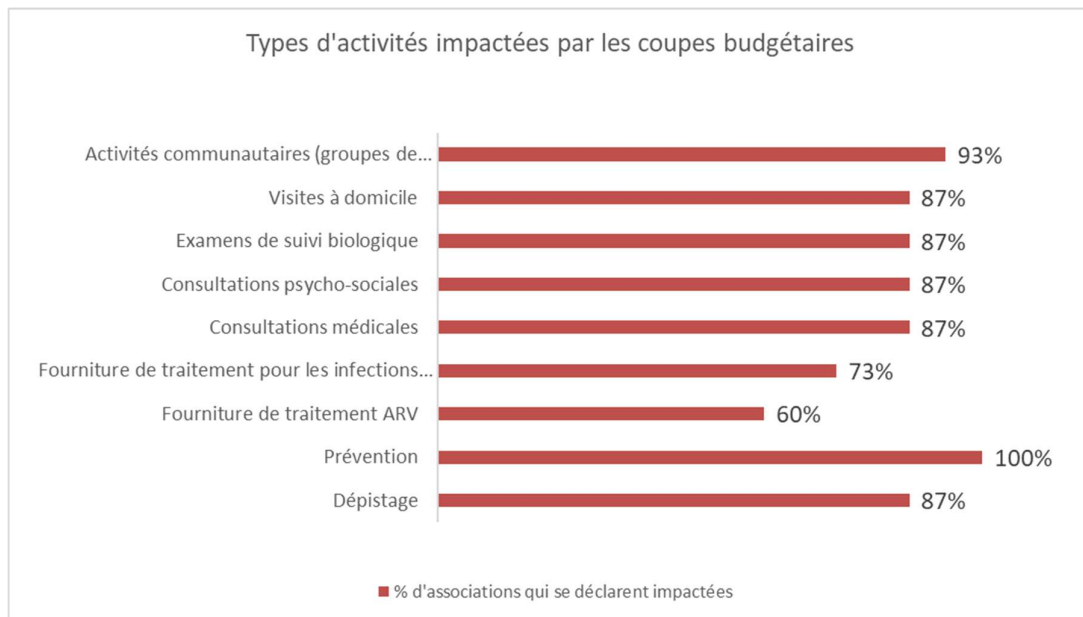
Les mêmes signalent faire face à des risques juridiques liés aux procédures de licenciement (les notifications de USAID ayant requis une interruption immédiate des contrats, en contradiction les législations nationales).

Quels impacts sur les activités ?

Les activités les plus impactées sont celles menées par des acteur.rices communautaires : l'ensemble des associations a dû interrompre des activités de prévention dont la PrEP, et une majorité a dû interrompre d'autres activités communautaires : visite à domicile, soutiens psycho-sociaux, pair-éducation, dépistage en communauté.

Cependant, la suppression de postes salariés et budgets d'activités, ainsi que les problèmes de disponibilité d'intrants, impacte également pour la majorité des associations les consultations médicales, psycho-sociales, le traitement des infections opportunistes, le suivi biologique, et même la fourniture d'ARV (capacité des associations à dispenser des ARV, même s'il n'y a pas à ce stade de rupture d'ARV au niveau national).

⁵ Ces 15 associations employaient en 2023 1,122 salarié.es.



Les deux tiers des associations ont constaté, au sein de leurs structures, des ruptures ou une réduction de la disponibilité des intrants, des produits et des services fournis par des tiers. Parmi les associations signalant des ruptures :

- 70% signalent des ruptures sur les intrants de prévention (préservatifs, gels, Prep). Dans certains cas, les associations disposent toujours d'un stock de préservatifs et gels fournis via un financement USAID mais n'ont plus l'autorisation de les distribuer.
- 40% signalent un manque d'intrants/réactifs pour la mesure des CV.
- 30% signalent un manque d'intrants pour le dépistage.

En termes de bénéficiaires impacté.es, si les populations clés (LGBT, TS, UD) ont été clairement ciblées dès le début des coupes budgétaires (à titre d'exemple, 87% des associations impactées avaient des projets auprès des TS, qui ont été supprimés), c'est l'ensemble des bénéficiaires notamment des PVVIH qui sont impacté.es.

Alors qu'un maintien des projets ciblant les OEV (Orphelins et Enfants Vulnérables) était encore espéré début mars, les projets y compris de prise en charge médicale des enfants vivant avec le VIH ont également été interrompus (notamment au Cameroun et au Burundi pour les associations partenaires de Sidaction). 73% des associations constatent des impacts sur la prise en charge et l'accompagnement des enfants. Dans les pays connaissant un risque de rupture en intrants d'ARV, cela est accentué par le fait que les ARV pédiatriques risquent d'être encore plus impactés.

Coordination et mesures de mitigation

Seulement un tiers des associations avait été associé ou informé par le PNLS ou le CCM avant fin mars d'une étude d'impact du gel des financements américains et/ou d'un plan de réaménagement des subventions du Fonds mondial.

70% des associations ont été en contact avec d'autres partenaires financiers pour tenter de trouver des solutions de réaménagement budgétaire ou d'aide d'urgence. Il s'agit en premier lieu d'associations internationales partenaires (sont citées : Sidaction, Solidarité Sida, Coalition Plus et la Fondation de France) et dans une moindre mesure des partenaires institutionnels (sont cités : l'AFD, Expertise France et ONUSIDA).